

2 Politique

Parlement/Ouverture de la seconde session ordinaire/Assemblée nationale

Faustin Boukoubi exalte le patriotisme

J.K.M

Libreville/Gabon

Une valeur qui, aux yeux du président de l'Assemblée nationale, devrait habiter tout un chacun.

À l'ouverture de la seconde session ordinaire du Parlement, hier, le président de l'Assemblée nationale, Faustin Boukoubi, s'est appesanti sur la nécessité d'une plus grande conscientisation sur les valeurs qui fondent notre République, notamment le patriotisme.

En présence, entre autres, du Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, des membres du gouvernement, des présidents des institutions constitutionnelles, des chefs de missions diplomatiques, consulaires et les représentants des organisations internationales. Et fait inédit, pour la première fois dans l'histoire de notre pays, la cérémonie d'ouverture s'est déroulée hors des locaux



Le président de l'Assemblée Nationale, Faustin Boukoubi...

Photo : SYLVAIN MAGANGA



... et les députés debout pendant l'exécution de l'hymne national, la Concorde lors de la rentrée parlementaire.

Photo : SYLVAIN MAGANGA

de l'Assemblée nationale. Car, l'hémicycle et le bâtiment principal du siège habituel, endommagés lors des violences post-électorales d'août 2016, sont en cours de réhabilitation pour une durée de quatorze mois. Dans tous les cas, après avoir fait observer une minute de silence en mémoire de l'ancien député de la Mougilaba, Léon Mbou Yembi, décédé le 3 août dernier, l'élu de Pana a mis en exergue l'obligation

d'être patriote, à laquelle devraient s'astreindre chaque Gabonaise et Gabonais. Plus particulièrement, les représentants du peuple soumis au devoir d'exemplarité, a-t-il mentionné.

"Ce sens patriotique qui doit tous nous habiter, je le conçois, non pas comme un impératif hypothétique, mais bien comme une nécessité absolue.(...) Oui, chers collègues, le patriotisme doit être notre

boussole commune pour naviguer vers l'émergence du Gabon", a-t-il avancé. En s'appuyant particulièrement sur le discours à la Nation du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, du 16 août dernier. "Un discours fortement instructif qui a interpellé les Gabonaises et Gabonais sur les valeurs qui fondent toute République moderne, en l'occurrence le patriotisme, l'unité nationale et la paix, avant de faire une annonce

historique", a-t-il souligné. De fait, a-t-il poursuivi, "comme le chef de l'État, je pense que les Gabonais doivent s'estimer riches et fiers de son unité et de la paix qui caractérise notre pays. Chacun de nous, aussi bien dans le cadre de ses fonctions que dans son comportement de citoyen, doit s'attacher à préserver l'unité nationale et la paix pour contribuer à la prospérité du Gabon et assurer notre bonheur collectif.

Pour y parvenir, quoi de mieux que des concertations régulières de ceux qui agissent au nom du peuple, et la recherche permanente du consensus?"

C'est dans cette perspective qu'il faudrait sans doute comprendre la présence à cette cérémonie des leaders des confessions religieuses et du Bâtonnier du Gabon, "invités spéciaux" du président de l'Assemblée nationale. D'autant que, a-t-il relevé, "vos rôles me paraissent déterminants pour infléchir les comportements des citoyens".

Quoi qu'il en soit, la seconde session ordinaire sera essentiellement consacrée à l'examen du projet de loi de Finances de l'année à venir. "Un rendez-vous constitutionnel qui permet à l'Assemblée nationale de jouer pleinement le rôle qu'attend le peuple gabonais de ses mandataires", a indiqué Faustin Boukoubi (Nous y reviendrons).

Sénat

L'exhortation de Lucie Milebou Aubusson Mboussou



De gauche à droite : le Premier ministre, la ministre en charge des Relations avec les Institutions constitutionnelles, et le président de l'Assemblée nationale.

Photo : Ngoubilli Gaston



La présidente du Sénat, Lucie Milebou Aubusson Mboussou, a demandé à ses collègues de résister à tout pessimisme, par rapport à leur environnement de travail.

Photo : Ngoubilli Gaston

rique", c'est-à-dire "cet ensemble sociologique qui s'étend des marges péri urbaines les plus fragiles des villes, jusqu'aux espaces ruraux, en passant par les petites communes, qui se retrouveraient mis à l'écart

du développement". Tout en souhaitant "tout le courage" qu'il faut au Premier ministre, Lucie Milebou Aubusson Mboussou, lui a garanti le soutien de la Chambre haute du Parlement.

Suite à l'information de l'Agence Bloomberg

Le démenti de la Présidence de la République

Ce lundi 2 septembre, l'Agence d'information Bloomberg a publié un article sous le titre : "Gabon President Hospitalized in London as Health Deteriorates".

À l'appui de ses affirmations, Bloomberg dit se fonder sur des sources anonymes et ne rapporte aucun fait, juste des "ouïe dires" et des supputations. Un procédé très éloigné des pratiques professionnelles et de l'éthique journalistique.

La Présidence de la République gabonaise dénonce un article mensonger ne reposant sur aucune information objective, l'article ne faisant que colporter des rumeurs. À aucun moment, la santé du président ne s'est détériorée. Au contraire, S.E. le Président de la République, M. Ali Bongo Ondimba, est en phase de recouvrement de la plénitude de ses capacités physiques.

Par ailleurs, le président de la République n'est pas hospitalisé, comme l'indique Bloomberg de façon mensongère, mais est en séjour privé dans sa résidence londonienne où il a pris quelques jours de congé en famille. À cette occasion, il effectue des examens médicaux de routine et poursuit normalement sa rééducation.

Enfin, contrairement à ce qu'affirme, fallacieusement ici aussi, Bloomberg, SE le chef de l'État, M. Ali Bongo Ondimba, n'a pas quitté le Gabon le 17 août pour se rendre à Londres depuis Paris. Il s'agit d'une fake news, d'un mensonge grossier et éhonté.

Le président gabonais, qui est aux commandes du pays, sera de retour dans son pays prochainement.

Quant à l'article de Bloomberg, purement mensonger et dont on est en droit de s'interroger sur les motivations réelles, la Présidence de la République gabonaise se réserve le droit d'y donner les suites judiciaires appropriées.

ONDOUBA'NTSIBAH

Libreville/Gabon

Essentiellement inspirée par le discours à la Nation du chef de l'État le 16 août dernier, la présidente du Sénat a invité le gouvernement à œuvrer, entre autres, pour l'amélioration de l'environnement de l'arrière-pays "pour un bon vivre-ensemble dans la maison Gabon". Non sans demander à ses collègues de ne pas céder au "pessimisme" que pourraient provoquer les mauvaises conditions dans lesquelles ils remplissent leurs missions.

EN respect des dispositions constitutionnelles, le Sénat a effectué sa rentrée hier, en début d'après-midi. Il s'agit de la deuxième session ordinaire dite "budgétaire", car essentiellement consacrée à l'examen du budget de l'année prochaine. La

cérémonie dirigée par la présidente de ladite institution, Mme Lucie Milebou Aubusson Mboussou, a vu la présence du Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, des membres du gouvernement et de plusieurs autres personnalités.

Dans son allocution de circonstance, la présidente de la Chambre haute du Parlement s'est inspirée du discours du chef de l'État à l'occasion de la célébration du 59e anniversaire de l'indépendance du Gabon. Discours au cours duquel il rappelait "la nécessaire unité des filles et des fils de notre pays, fermement indispensable pour un développement cohérent et participatif".

Deux "thèmes forts" ont retenu l'attention de la sénatrice de Fougamou : "mesures concrètes"; il faut "que les choses changent". Voilà pourquoi, elle estime que pour rendre concrètes les attentes de nos conci-

toyens, "nous ne pouvons que nous féliciter des gains obtenus par les réformes courageuses de l'assainissement des finances publiques, qui donneront, espère-t-elle, des marges de manœuvre nécessaires pour réaliser les investissements les plus urgents".

Dans cette perspective, Mme Milebou Aubusson Mboussou, s'adressant au chef du gouvernement, a relevé la disponibilité d'accueil pour les nouveaux élèves des classes de 6e et la problématique des amphithéâtres pour recevoir les nouveaux bacheliers.

"Nos apprenants, a-t-elle souligné, devraient être accueillis dans de bonnes conditions, pour permettre à chaque enfant, une saine compétition, en résonance avec l'égalité des chances prônée par Monsieur le président de la République SE Ali Bongo Ondimba (...)". Dans la même lancée, la présidente du Sénat a dit partager la préoccupation

du chef de l'État sur la nécessaire adéquation formation-emploi, pour nous éviter des diplômés sans emplois, parce que sans débouchés. "Aussi, nous vous exhortons à favoriser la formation professionnelle pour une meilleure employabilité des jeunes", a recommandé l'oratrice. Non sans interpellé le Premier ministre sur "l'opérationnalité du Fonds d'initiative départementale (Fid), lancé en 2018, qui devrait améliorer, un tant soit peu, le quotidien de nos compatriotes de l'arrière-pays".

La route n'était pas en reste. C'est pourquoi, elle s'est réjouie de l'annonce du démarrage des travaux au cours de ce mois de septembre de la "Transgabonaise" reliant Libreville à Franceville...

En somme, la présidente du Sénat a demandé aux uns et aux autres d'éviter que se crée le "Gabon d'à côté", le "Gabon périphé-